7° le paragraphe 4, alinéa 6, est remplacé par ce qui suit :

" Sauf en cas de manœuvres frauduleuses, de déclarations inexactes ou incomplètes, ou de suspicion de fraude, sont exclus de la procédure de contrôle prévue aux alinéas 2 et 3 les bénéficiaires :

1° qui sont admis dans une maison de repos, une maison de repos et de soins ou dans une institution de soins psychiatriques en Belgique ou;

2° qui ont atteint l'âge de 80 ans. ".

Art. 2. Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

7° paragraaf 4, zesde lid, wordt vervangen als volgt:

"Behalve in geval van bedrieglijke handelingen, onjuiste of onvolledige verklaringen of vermoeden van fraude, worden van de controleprocedure voorzien in het tweede en het derde lid uitgesloten, de gerechtigden:

1° die opgenomen zijn in een rusthuis, rust- en verzorgingstehuis of in een psychiatrische verzorgingsinstelling in België of;

2° die de leeftijd van 80 jaar bereikt hebben.".

Art. 2. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C − 2021/42994]

28 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal portant la déclaration de la situation d'urgence épidémique concernant la pandémie de coronavirus COVID-19

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, l'article 3, § 1er, alinéa 1er ;

Vu les analyses de risque réalisées les 20 et 25 octobre 2021 telles que visées à l'article 3, § 1, alinéa 1er, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, montrant qu'il s'agit d'une situation d'urgence épidémique ;

Vu l'avis du ministre de la Santé publique, donné le 27 octobre 2021 ;

Vu la dispense d'analyse d'impact visée à l'article 8, § 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Secrétaire de l'Etat au Budget, donné le 27 octobre 2021 ;

Vu l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, donné le 28 octobre 2021 ;

Considérant la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'article 2, qui protège le droit à la vie ;

Considérant le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, l'article 191, qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la Constitution, l'article 23 ;

Considérant l'avis consolidé rédigé par le Commissariat COVID-19 le 25 octobre 2021, sur la base de l'avis du RAG du 20 octobre 2021 qui a été discuté au sein du RMG, et sur la base des avis du GEMS des 20 et 24 octobre 2021 ;

Considérant l'évaluation de la situation épidémiologique du RAG du 20 octobre 2021 ;

Considérant la concertation entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes dans le cadre des Comités de concertation fréquemment organisés, en particulier le Comité de concertation du 26 octobre 2021 ;

Considérant que, depuis mars 2020, les bourgmestres, les gouverneurs, le Ministre-Président bruxellois et le Ministre de l'Intérieur ont été amenés à prendre des mesures de police administrative, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 ; que ces mesures ont été adoptées, selon les cas, sur la base de la nouvelle loi communale, de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C − 2021/42994]

28 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit houdende de afkondiging van de epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de risicoanalyses uitgevoerd op 20 en 25 oktober 2021 zoals bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, waaruit blijkt dat het om een epidemische noodsituatie gaat;

Gelet op het advies van de minister van Volksgezondheid gegeven op 27 oktober 2021;

Gelet op de vrijstelling van een impactanalyse bedoeld in artikel 8, § 1, 3°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 oktober 2021;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 27 oktober 2021;

Gelet op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, gegeven op 28 oktober 2021 ;

Overwegende het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, artikel 2, dat het recht op leven beschermt;

Overwegende het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, artikel 191, dat het voorzorgsbeginsel in het kader van het beheer van internationale gezondheidscrisissen en van de actieve voorbereiding van zulke potentiële crisissen verankert; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer een ernstig risico hoogstwaarschijnlijk werkelijkheid zal worden, het aan de overheid is om dringende en voorlopige maatregelen te nemen;

Overwegende de Grondwet, artikel 23;

Overwegende het geconsolideerde advies opgesteld door het Commissariaat COVID-19 op 25 oktober 2021, op basis van het advies van de RAG van 20 oktober 2021 dat werd besproken in de RMG, en op basis van de adviezen van de GEMS van 20 en 24 oktober 2021;

Overwegende de epidemiologische update van de RAG van 20 oktober 2021;

Overwegende het overleg tussen de regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale overheden in frequent gehouden Overlegcomités, in het bijzonder het Overlegcomité van 26 oktober 2021;

Overwegende dat, sinds maart 2020, de burgemeesters, de gouverneurs, de Brusselse Minister-President en de Minister van Binnenlandse Zaken, in het kader van de bestrijding van de COVID-19-pandemie, reeds maatregelen van bestuurlijke politie dienden te nemen; dat deze maatregelen, afhankelijk van het geval, werden aangenomen op basis

la loi provinciale, de la loi sur la fonction de police, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile et de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ; que, si ces différentes lois constituaient une base légale adéquate, comme le Conseil d'État et les juridictions de l'ordre judiciaire l'ont jugé à de nombreuses reprises, il a été jugé souhaitable par le législateur de prévoir un ensemble de règles de police administrative spéciale, spécifiques aux situations d'urgence épidémiques ; que cet ensemble de règles est contenu dans la loi du 14 aout 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique ;

Considérant que l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi implique que l'on ne pourra plus recourir aux dispositions de police administrative des lois du 31 décembre 1963 et du 15 mai 2007 que lorsque les conditions déterminées à l'article 2, 3°, du projet permettant d'établir une « situation d'urgence épidémique » ne seront pas remplies ; que lorsque ces conditions seront remplies, c'est bien la loi relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique qui sera d'application et l'on ne pourra plus recourir à ces autres lois ; que cela signifie que dans ce cas le Roi doit déclarer la « situation d'urgence épidémique » afin de pouvoir lutter contre celle-ci ;

Considérant qu'actuellement, la pandémie de coronavirus COVID-19 représente toujours une menace importante pour la population ; que le maintien de certaines mesures de police administrative, ainsi que la possibilité d'en adopter de nouvelles en fonction de l'évolution de la situation sont encore nécessaires en vue de pouvoir prévenir et limiter les conséquences néfastes de cette crise pour la santé publique ;

Considérant que, dans le cadre de la loi du 14 aout 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, la déclaration de la situation d'urgence épidémique est requise afin de pouvoir adopter de telles mesures ;

Considérant que l'article 2, 3°, de cette loi définit une situation d'urgence épidémique comme suit : « tout événement qui entraîne ou qui est susceptible d'entraîner une menace grave suite à la présence d'un agent infectieux chez l'homme, et :

a. qui touche ou est susceptible de toucher un grand nombre de personnes en Belgique et qui y affecte ou est susceptible d'affecter gravement leur santé ;

b. et qui conduit ou est susceptible de conduire à une ou plusieurs des conséquences suivantes en Belgique :

- une surcharge grave de certains professionnels des soins et services de santé ;

- la nécessité de prévoir le renforcement, l'allégement ou le soutien de certains professionnels des soins et services de santé ;

- le déploiement rapide et massif de médicaments, dispositifs médicaux ou équipements de protection individuelle ;

c. et qui nécessite une coordination et une gestion des acteurs compétents au niveau national afin de faire disparaître la menace ou de limiter les conséquences néfastes de l'événement ;

d. qui, le cas échéant, a conduit à une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- la situation est reconnue par l'Organisation mondiale de la santé comme "Public Health Emergency of International Concern" ;

- la situation est reconnue par la Commission européenne conformément aux dispositions de l'article 12 de la décision n° 1082/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative aux menaces transfrontières graves sur la santé et abrogeant la Décision n° 2119/98/CE. »

Considérant le bulletin épidémiologique de Sciensano du 28 octobre 2021 ;

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles contaminations avérées au coronavirus COVID-19 en Belgique sur sept jours a considérablement augmenté à 5691 cas confirmés positifs à la date du 24 octobre 2021 ;

Considérant qu'à la date du 27 octobre 2021, au total 1379 patients atteints du coronavirus COVID-19 sont pris en charge dans les hôpitaux belges ; qu'à cette même date, au total 255 patients sont pris en charge dans les unités de soins intensifs ;

Considérant que l'incidence au 24 octobre 2021 sur une période de 14 jours est de 543 sur 100 000 habitants ; que le taux de reproduction basé sur le nombre de nouvelles hospitalisations s'élève à 1,242 ;

Considérant que cette pression croissante sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non-COVID-19 nécessite une transition vers la phase 1A du plan d'urgence pour les hôpitaux à partir du 2 novembre 2021 ;

Considérant que le taux de vaccination au 25 octobre 2021 de l'ensemble de la population s'élève à 74% et que 15% de la population admissible à la vaccination n'a pas été ni totalement ni partiellement vaccinée ;

van de nieuwe gemeentewet, de provinciewet, de wet op het politieambt, de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid; dat, ook al vormden die verschillende wetten wel degelijk een adequate wettelijke basis, zoals de Raad van State en de rechtscolleges van de rechterlijke orde meermaals geoordeeld hebben, het wenselijk werd geacht door de wetgever om een geheel van regels van bijzondere bestuurlijke politie te voorzien, specifiek voor epidemische noodsituaties; dat dit geheel van regels is hernomen in de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie;

Overwegende dat de inwerkingtreding van deze nieuwe wet impliceert dat alleen wanneer de in artikel 2, 3°, bepaalde voorwaarden om van een "epidemische noodsituatie" te kunnen spreken niet vervuld zijn, er nog een beroep zal kunnen worden gedaan op de bepalingen betreffende de bestuurlijke politie van de wetten van 31 december 1963 en van 15 mei 2007; dat, wanneer die voorwaarden wel vervuld zijn, de wet betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie toepasselijk zal zijn en geen beroep meer kan worden gedaan op die andere wetten; dat dat betekent dat de Koning in dat geval de "epidemische noodsituatie" dient af te kondigen om de strijd ertegen te kunnen voeren;

Overwegende dat de coronavirus COVID-19 pandemie vandaag nog steeds een belangrijke bedreiging vormt voor de bevolking; dat het behouden van bepaalde maatregelen van bestuurlijke politie, alsook de mogelijkheid om er nieuwe aan te nemen in functie van de evolutie van de situatie nog steeds noodzakelijk is om de nefaste gevolgen van deze crisis voor de volksgezondheid te kunnen voorkomen en te beperken;

Overwegende dat, in het kader van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, de afkondiging van de epidemische noodsituatie is vereist om zulke maatregelen te kunnen nemen;

Overwegende dat artikel 2, 3°, van deze wet de epidemische noodsituatie definieert als volgt: "elke gebeurtenis die een ernstige bedreiging veroorzaakt of kan veroorzaken ten gevolge van de aanwezigheid van een infectieus agens bij de mens, en:

a. die een groot aantal personen in België treft of kan treffen en er hun gezondheid ernstig aantast of kan aantasten;

b. en die leidt of kan leiden tot één of meerdere van de onderstaande gevolgen in België:

- een ernstige overbelasting van bepaalde gezondheidszorgbeoefenaars en -voorzieningen;

- de noodzaak tot het versterken, ontlasten of ondersteunen van bepaalde gezondheidszorgbeoefenaars en -voorzieningen;

- de snelle en massale inzet van geneesmiddelen, medische hulpmiddelen of persoonlijke beschermingsmiddelen;

c. en die een coördinatie en beheer van de bevoegde actoren op nationaal niveau vereist om de dreiging weg te nemen of om de nefaste gevolgen van de gebeurtenis te beperken;

d. die desgevallend heeft geleid tot één of meerdere van de onderstaande gevolgen:

- de situatie werd erkend door de Wereldgezondheidsorganisatie als "Public Health Emergency of International Concern";

- de situatie werd erkend door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 12 van besluit nr. 1082/2013/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2013 over ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid en houdende intrekking van Beschikking nr. 2119/98/EG."

Overwegende het epidemiologisch bulletin van Sciensano van 28 oktober 2021;

Overwegende dat het daggemiddelde van de nieuwe vastgestelde besmettingen met het coronavirus COVID-19 in België over de voorbije zeven dagen aanzienlijk gestegen is tot 5691 bevestigde positieve gevallen op 24 oktober 2021;

Overwegende dat op 27 oktober 2021 in totaal 1379 patiënten getroffen door COVID-19 worden behandeld in de Belgische ziekenhuizen; dat op diezelfde datum in totaal 255 patiënten worden behandeld op de diensten van de intensieve zorg;

Overwegende dat de incidentie op 24 oktober 2021 over een periode van 14 dagen 543 op 100.000 inwoners bedraagt; dat het reproductiegetal op basis van de nieuwe hospitalisaties 1,242 bedraagt;

Overwegende dat de toenemende druk op de ziekenhuizen en op de continuïteit van de niet-COVID-19-zorg noopt tot een opschaling vanaf 2 november 2021 naar fase 1A van het ziekenhuisnoodplan;

Overwegende dat de vaccinatiegraad van de totale bevolking op 25 oktober 2021 74% bedraagt en dat 15% van de bevolking die in aanmerking komt om te worden gevaccineerd noch geheel noch gedeeltelijk werd gevaccineerd;

Considérant qu'une augmentation très rapide du nombre d'infections peut être observée, jusqu'à une moyenne de plus de 5000 infections par jour sur sept jours ; que ce nombre élevé d'infections entraîne une surcharge des soins de première ligne, tant dans les cabinets de médecins généralistes que dans les centres de prélèvement, de sorte que toutes les indications de tests ne peuvent être remplies ou que des retards se produisent dans la réalisation des tests ; que le système de suivi des contacts est également mis sous pression lorsque le nombre d'infections est si élevé ;

Considérant que dans l'évaluation de la situation épidémiologique du RAG du 20 octobre 2021 un classement « niveau national d'alerte 3 » a été décidé vu la tendance fortement à la hausse des nouvelles infections et une tendance également croissante des hospitalisations ;

Considérant qu'à ce jour, la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise du coronavirus COVID-19 demeure également en vigueur et ce, depuis son déclenchement le 13 mars 2020 ;

Considérant que la situation est en outre toujours reconnue par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) comme « Public Health Emergency of International Concern » (PHEIC) et ce, depuis le 30 janvier 2020 ;

Considérant les analyses de risque précitées réalisées les 20 et 25 octobre 2021 et l'avis rendu le 27 octobre 2021 par le Ministre de la Santé publique qui montrent que la pandémie de coronavirus COVID-19 constitue une situation d'urgence épidémique au sens de cette définition et que les critères de l'article 2, 3° sont remplis ;

Considérant que, pour toutes ces raisons, la situation d'urgence épidémique doit sans attendre être déclarée ;

Considérant que l'avis du Ministre de la Santé publique et les analyses de risque susmentionnés montrent qu'il est nécessaire de déclarer la situation d'urgence épidémique pour une durée de trois mois, comme l'autorise l'article 3, § 1er de la loi du 14 aout 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique ; que le modèle prévisionnel tel que repris dans le document « SARS-CoV-2 variants and vaccination in Belgium » du 12 octobre 2021 élaboré par le SIMID consortium montre en effet que le pic de charge hospitalière de la quatrième vague serait attendu dans la seconde quinzaine de novembre ; que cette modélisation prospective au plus fort d'une quatrième vague montre une charge sur les soins intensifs de 400 à 500 patients COVID, mettant sous pression la continuité des services normaux et des soins réguliers non-COVID; que, même si, pour des raisons méthodologiques, la modélisation prospective ne va pas au-delà de la mi-décembre, le point final du modèle montre qu'à la mi-décembre, la charge hospitalière serait encore plus élevée que la charge actuelle, et nous avons également appris des vagues précédentes que la normalisation de la situation dans les hôpitaux nécessitent plusieurs semaines ;

Considérant que, pour ces raisons, la situation d'urgence épidémique est déclarée pour une période de trois mois ; que toutefois, la situation sanitaire sera évaluée en permanence, sur la base de quoi de nouvelles décisions pourront être prises ;

Considérant que l'article 3, § 2, de la même loi, prévoit que cet avis et ces analyses de risques sont communiqués dans les meilleurs délais au président de la Chambre des représentants ; que les autorités et services compétents veillent à leur publication, dans les meilleurs délais et dès qu'ils sont disponibles et exploitables au profit de la population, conformément à l'article 3, § 3, de cette même loi ;

Considérant qu'à l'issue de la période de trois mois, si cette situation perdure, le maintien de la situation d'urgence épidémique pourra être déclaré pour une période de maximum trois mois, en suivant la même procédure, conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 2, de la loi du 14 aout 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique ;

Considérant que le présent projet entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, mais il devra être confirmé par la loi dans un délai de 15 jours à compter de son entrée en vigueur ; qu'à défaut d'une telle confirmation, le présent arrêté royal ainsi que l'arrêté royal contenant les mesures de police administrative cesseront de sortir leurs effets ;

Considérant que le présent projet ne présente pas le caractère réglementaire requis au sens de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ; que le présent projet n'est dès lors pas soumis à l'avis de la section de législation ; que cela a été confirmé dans l'avis 68.936/AG du 7 avril 2021 de la section de législation du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique ;

Overwegende dat een zeer snelle stijgende evolutie in het aantal besmettingen, tot een zevendaags gemiddelde van meer dan 5000 besmettingen per dag, kan worden vastgesteld; dat dit hoge aantal besmettingen een overbelasting van de eerstelijnsgezondheidszorg veroorzaakt, zowel in de huisartsenkabinetten als in de afnamecentra, waardoor niet alle testindicaties meer vervuld worden of vertraging wordt opgelopen bij het afnemen van testen; dat het systeem van contactopvolging eveneens onder druk komt bij dergelijk hoog aantal besmettingen;

Overwegende dat in de epidemiologische update van de RAG van 20 oktober 2021 werd beslist tot de classificatie "nationaal alarmniveau 3" gezien de sterk toenemende trend in nieuwe besmettingen en ook de stijgende trend voor hospitalisaties;

Overwegende dat de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19 tot op heden van kracht is, en dit sinds haar afkondiging op 13 maart 2020;

Overwegende dat de situatie bovendien nog steeds wordt erkend door de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) als "Public Health Emergency of International Concern" (PHEIC), en dit sinds 30 januari 2020;

Overwegende dat uit de voormelde risicoanalyses uitgevoerd op 20 en 25 oktober 2021 en het advies gegeven op 27 oktober 2021 door de Minister van Volksgezondheid blijkt dat de coronavirus COVID-19 pandemie een epidemische noodsituatie vormt in de zin van deze definitie en dat de criteria zoals voorzien in artikel 2, 3° voldaan zijn;

Overwegende dat, om al deze redenen, de epidemische noodsituatie zo snel mogelijk moeten worden afgekondigd;

Overwegende dat het advies van de Minister van Volksgezondheid en de hogervermelde risicoanalyses aantonen dat het noodzakelijk is om de epidemische noodsituatie af te kondigen voor een duur van drie maanden, zoals toegestaan door artikel 3, § 1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie; dat de prospectieve modellering zoals opgenomen in het document "SARS-CoV-2 variants and vaccination in Belgium" van 12 oktober 2021 opgesteld door het SIMID consortium immers aantoont dat het hoogtepunt inzake ziekenhuisbelasting van de vierde golf verwacht zou worden in de tweede helft van november; dat deze prospectieve modellering op het hoogtepunt van een vierde golf een belasting toont van de ICU-diensten tussen 400 en 500 COVID-patiënten, wat de continuïteit van de normale dienstverlening en reguliere niet-COVID-zorg onder druk zet; dat, zelfs als de prospectieve modellering om methodologische redenen niet verder kijkt dan midden december, het eindpunt van het model toont dat midden december de ziekenhuisbelasting nog steeds hoger zou zijn dan de huidige belasting, en we bovendien uit de eerdere golven geleerd hebben dat een normalisering van de situatie in de ziekenhuizen meerdere weken vraagt;

Overwegende dat, om deze redenen, de epidemische noodsituatie wordt afgekondigd voor een periode van drie maanden; dat de gezondheidssituatie evenwel permanent zal worden geëvalueerd, in functie waarvan nieuwe beslissingen kunnen worden genomen;

Overwegende dat artikel 3, § 2, van dezelfde wet, voorziet dat dit advies en deze risicoanalyses zo spoedig mogelijk worden meegedeeld aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers; dat de bevoegde overheden en diensten erop toezien dat deze zo spoedig mogelijk en zodra zij beschikbaar en bruikbaar zijn, worden bekendgemaakt ten behoeve van de bevolking overeenkomstig artikel 3, § 3, van dezelfde wet;

Overwegende dat, op het einde van de periode van drie maanden, indien de situatie aanhoudt, het behoud van de epidemische noodsituatie voor een periode van maximaal drie maanden kan worden afgekondigd, volgens dezelfde procedure, overeenkomstig artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie;

Overwegende dat dit ontwerp in werking zal treden op de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*, maar bij wet moet worden bekrachtigd binnen een termijn van 15 dagen vanaf de inwerkingtreding ervan; dat, bij ontstentenis van zo'n bekrachtiging, dit besluit alsook het koninklijk besluit houdende de maatregelen van bestuurlijke politie buiten werking treden;

Overwegende dat dit ontwerp niet het vereiste reglementaire karakter heeft in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; dat dit ontwerp bijgevolg niet voor advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving; dat dit eveneens wordt bevestigd in het advies nr. 68.936/AV van 7 april 2021 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State met betrekking tot het voorontwerp van wet betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique et de la Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La situation d'urgence épidémique concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 est déclarée jusqu'au 28 janvier 2022 inclus.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 28 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie is afgekondigd tot en met 28 januari 2022.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De minister bevoegd voor de Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 28 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C − 2021/22272]

17 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal portant exécution des articles 2 à 12 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19

RAPPORT AU ROI

Sire,

Introduction

Le projet d'arrêté royal proposé vise à mettre en exécution les articles 2 à 12 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19.

Commentaire des articles

CHAPITRE 1er. — *Modes d'exploitation*

Article 1er. Cette disposition précise davantage les modes d'exploitation qui entrent en considération, conformément à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19. Il s'agit de la communication au public conformément à l'article XI.165 du Code de droit économique, pour autant qu'il s'agisse de l'exécution publique d'œuvres. La représentation telle que visée aux articles XI.201 et XI.202 du Code de droit économique entre également en ligne de compte. La rémunération équitable telle que visée aux articles XI.212 à XI.214 du Code de droit économique entre aussi en considération, mais uniquement en ce qui concerne la part des artistes interprètes ou exécutants.

CHAPITRE 2. — *Désignation des sociétés de gestion et des organismes de gestion collective*

Art. 2. Cette disposition désigne les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective qui entrent en considération pour recevoir une partie du montant de la mesure compensatoire afin de le répartir entre les bénéficiaires. Ces sociétés de gestion et ces organismes de gestion collective sont, au sein des modes de gestion entrant en ligne de compte, celles qui ont été le plus affectées par le coronavirus.

CHAPITRE 3. — *Clé de répartition*

Art. 3. Le montant exact attribué à chaque société de gestion désignée est calculé sur la base de la moyenne des revenus des années 2017, 2018 et 2019 dans les modes d'exploitation visés à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19. Le montant des revenus des mêmes formes d'exploitation pour l'année 2020 est calculé avec cette moyenne.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C − 2021/22272]

17 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit ter uitvoering van de artikelen 2 tot en met 12 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Inleiding

Het vooropgestelde ontwerp van koninklijk besluit beoogt de artikelen 2 tot 12 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie ten uitvoer te leggen.

Artikelsgewijze bespreking

HOOFDSTUK 1. — *Exploitatiewijzen*

Artikel 1. Deze bepaling specifieert nader welke exploitatiewijzen in aanmerking komen, conform artikel 6 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie. Het gaat om de mededeling aan het publiek overeenkomstig artikel XI.165 van het Wetboek van economisch recht, voor zover het gaat om de openbare uitvoering van werken. Daarnaast komt ook de opvoering zoals bedoeld in de artikelen XI.201 en XI.202 van het Wetboek van economisch recht in aanmerking. Daarnaast komt ook de billijke vergoeding zoals bedoeld in de artikelen XI.212 tot en met XI.214 van het Wetboek van economisch recht in aanmerking, maar enkel wat betreft het aandeel van de uitvoerende kunstenaars.

HOOFDSTUK 2. — *Aanduiding beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties*

Art. 2. Deze bepaling duidt de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties aan die in aanmerking komen om een deel van het bedrag van de compensatiemaatregel te mogen ontvangen, om het dan verder te verdelen onder de begunstigden. Deze beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zijn, binnen de exploitatiewijzen die in aanmerking komen, het hardst getroffen door de gevolgen van het coronavirus.

HOOFDSTUK 3. — *Verdeelsleutel*

Art. 3. Het exacte bedrag dat aan elke aangeduide beheersvennootschap wordt toegewezen wordt berekend op basis van het gemiddelde van de inkomsten, binnen de exploitatiewijzen zoals bedoeld in artikel 6 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie, van de jaren 2017, 2018 en 2019. Met dit gemiddelde wordt het bedrag van de inkomsten binnen diezelfde exploitatievormen berekend voor het jaar 2020.